

# COMITE POUR L'UNITE – EENHEIDSCOMITE

contact: Y.Eeckman, rue G.Raeymaekersstraat 13, 1030 B - 0497/990.254  
[info@eenheid-unite.be](mailto:info@eenheid-unite.be) [www.comiteunite-eenheidscomite.be](http://www.comiteunite-eenheidscomite.be)

## 4 RAISONS DE FAIRE DU 4 MARS UNE GREVE GENERALE NATIONALE

### ① Le gouvernement veut nous imposer l'AIP avec comme conséquences :

- une interdiction de toute hausse salariale de plus de 0,3% en 2012
- la remise en cause du statut des employés (diminution des préavis)
- une très modeste hausse du préavis des ouvriers payée par la sécu
- et pour le reste, comme le constate le député SP.a Hans Bonte, cet AIP sera financé par la collectivité (sécurité sociale et réductions d'impôts).

Le devoir du PS n'est-il pas de joindre sa voix à celle du SP.a et de s'opposer à la mise en œuvre par le gouvernement Leterme d'un AIP rejeté par la majorité des travailleurs de ce pays ?

### ② Au compte des patrons, Banque nationale et FMI exigent une remise en cause de l'index

### ③ Après que le FMI soit venu rappeler à l'ordre la Belgique, le gouvernement Leterme annonce qu'il veut imposer des économies à hauteur de 2,2 milliards d'euros pour 2011. Qui va payer ?

### ④ Et depuis huit mois, les négociations «communautaires» ne tournent qu'autour de deux objectifs majeurs :

- remettre en cause la loi de financement des Communautés et Régions (et donc aussi des communes) pour leur imposer de prendre beaucoup plus en charge l'austérité (encore une exigence du FMI)
- remettre en cause la sécurité sociale en la régionalisant au maximum. Bart De Wever a déclaré : "Dire qu'on peut réformer l'Etat sans toucher à la Sécu, c'est dire qu'on ne peut pas réformer du tout". (La Libre, 29/1/11).

On ne parle que de «communautaire» mais le vrai but, c'est, comme l'avouait *De Standaard* (24/1/11), appliquer les «recommandations» faites à la Belgique par les instances internationales (FMI et Union européenne) et qui s'appliquent déjà ailleurs. Ce qui veut dire en clair **détruire le modèle social belge**.

Malgré le projet d'accord conclu dans le groupe des 10, les pressions des «marchés» et des partis politiques :

## la FGTB a dit NON à l'AIP !

Le NON de la FGTB exprime le rejet de toute cette politique d'austérité et de destruction sociale par la majorité des travailleurs de tout le pays, qu'il soient membres de la FGTB, de la CSC (dont la direction a dit Oui à une faible majorité contre l'avis d'Anvers et de Liège, de la CNE et de la LBC) ou de la CGSLB (qui a voté non).

**La FGTB a décidé d'une journée d'action le 4 Mars. Il est temps pour ses dirigeants de lancer un appel clair à une GREVE GENERALE NATIONALE appuyant une grande manifestation à Bruxelles pour dire :**

- Liberté de négociation des salaires, maintien du statut employé, alignement des préavis ouvriers sur ceux des employés ; c'est aux patrons, pas à la sécu ou à l'impôt, de payer salaires et préavis
- NON à toute remise en cause de l'index, NON à toute mesure d'austérité contre les travailleurs et les allocataires sociaux
- **Maintien au niveau fédéral de toute la Sécurité sociale. LA SECU APPARTIENT AUX TRAVAILLEURS !**

Si sur cette base, des assemblées **unitaires** sont organisées d'urgence dans toutes les entreprises et services du secteur privé, comme du secteur public, il est possible de stopper l'offensive de destruction de notre modèle social dans une grande mobilisation unissant, à l'initiative de la FGTB, les travailleurs de tous les syndicats. **Contre la division orchestrée par le patronat et ses soutiens politiques comme syndicaux, UNITE DES TRAVAILLEURS !**